

MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

(C.C.T.P.)

TRAVAUX DE RÉPARATIONS PONCTUELLES DE CHAUSSEES PAR TECHNIQUE DE PONTAGE DE FISSURES POUR L'ANNÉE 2025

CHAPITRE I. – INDICATIONS GENERALES ET DESCRIPTION DES OUVRAGES

Article 1.01 – Objet du marché

Le marché a pour objet le traitement de fissures par pontage sur les voiries de la Commune de La Roche-sur-Yon, la liste des travaux sera transmise au titulaire après attribution du marché.

Le volume prévisionnel des travaux à réaliser sur ces zones est de 25 000 mètres linéaires. Le titulaire facturera les travaux en une seule fois, en fonction des quantités réellement exécutées, qu'elles soient inférieures ou supérieures au volume prévisionnel indiqué ci-dessus.

Le titulaire devra toutefois alerter par écrit le maître d'œuvre dès que ce volume sera sur le point d'être dépassé. Il ne pourra poursuivre les travaux au-delà de ce volume qu'après accord du maître d'œuvre.

En fonction des quantités réellement exécutées et du budget, le maître d'œuvre pourra ordonner la poursuite des travaux.

Le titulaire n'interviendra qu'après demande écrite expresse du maître d'œuvre.

Article 1.02 – Consistance des travaux

L'entreprise devra effectuer le nettoyage et colmatage de fissures non ramifiées sur l'ensemble des chantiers.

La prestation se décompose en trois étapes :

1. Chauffage et nettoyage de la fissure.
2. Application du mastic à base bitumineux élastomère
3. Sablage

- Longueur estimée de fissures à traiter sur l'ensemble du programme des travaux pour l'année 2025 – 25 000 ml.

Les longueurs sont données à titre indicatif, les quantités de travaux exécutées devront faire l'objet d'un constat contradictoire.

Article 1.03 – Description des travaux

Les travaux consistent au pontage de fissures.

Ils comprendront :

- la mise à disposition de véhicules, matériels et personnels
- les demandes d'autorisation, pièces administratives liées à l'exécution des travaux,
- l'installation, la maintenance de signalisation temporaire,
- le pontage de fissures à l'aide d'un mastic bitumineux y compris toute sujétion, prescription d'application.

L'entrepreneur a en charge de s'assurer de l'exactitude des renseignements et des documents qui lui sont remis dans le présent dossier. Il a la charge d'établir tous les plans et notes de calculs indispensables à la complète réalisation des travaux, se référant aux textes de référence en vigueur relatifs aux règles de l'art.

Enfin, l'entrepreneur est libre de présenter à l'acceptation du Maître d'œuvre, des améliorations techniques et/ou économiques aux plans des travaux. Ces reprises ne doivent pas apporter de modifications sensibles sur la finalité des travaux.

CHAPITRE II. – MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Article 2.01 – Références techniques

A défaut de stipulation du CCTG ou du CCTP, l'entrepreneur doit se référer aux documents techniques de référence :

- note technique LCPC/SETRA -12/1981 : Scellement des fissures de chaussée.
- note d'information SETRA n°15 – 10/1985 : Evolution de la technique de scellement.
- note d'information SETRA n°56 – 03/1990 : Limites et intérêt du colmatage de fissures.

L'entrepreneur a la charge de la fourniture à pied d'œuvre de tous les matériaux et produits nécessaires à l'exécution des travaux. Tout élément qui est livré sur le chantier non-conforme et/ou en mauvais état ou dont le conditionnement sur le chantier engendre une détérioration de sa qualité pouvant entraîner un défaut de l'ouvrage est évacué sans délai par les soins de l'entrepreneur et à ses frais.

Article 2.02 – Mise en œuvre

1- CIRCULATION :

Pendant la durée des travaux, la circulation ne devra pas être interrompue. L'entrepreneur prendra les dispositions nécessaires afin que la sécurité des usagers (piétons ou automobilistes) soit assurée, que les cheminements soient correctement indiqués et compris par tous.

L'entreprise doit effectuer sa demande d'arrêt de circulation 30 jours avant le début des travaux.

2 – CONDITIONS METEOROLOGIQUES :

La température du support doit être supérieure ou égale à 5° C.

Interdiction de mise en œuvre lorsque la chaussée ou les lèvres de la fissure sont mouillées.

Dans le cas où les lèvres sont humides, l'entrepreneur peut proposer au maître d'œuvre des dispositions permettant de poursuivre les travaux.

Les systèmes à flamme nue sont interdits.

3 – PREPARATION DU SUPPORT :

Le support doit être propre, sans poussières et sec.

Dans le cas de salissures importantes des lèvres de la fissure, celles-ci doivent être décapées par un brossage.

Les salissures seront enlevées par soufflage de la fissure à l'air comprimé exempt d'huile et d'humidité : lance thermo pneumatique.

4 – APPLICATION :

Si la fiche technique du produit utilisé le prévoit, un primaire d'accrochage sera appliqué conformément à ce document (dosage, temps de séchage...).

Les dispositions nécessaires seront prises pour éviter la salissure ou l'humidification avant le scellement.

Le produit d'étanchéité sera préparé et porté à température d'utilisation dans un fondoir à chauffage indirect et agitateur mécanique

La température du produit sera contrôlée avant mise en œuvre par un thermomètre précis à 5°. La température et durée de maintien en température ne dépasseront pas les valeurs maximales préconisées par le fabricant, pour l'utilisation du produit.

En cas de dépassement de ces valeurs, le produit impropre sera évacué hors du chantier dans un lieu de dépôt qui sera précisé par l'entrepreneur.

Les dispositions d'alimentation et de répandage doivent assurer :

- un débit réglable et observable par l'opérateur
- un écoulement gravitaire au droit des lèvres
- un remplissage complet de la partie supérieure des fissures
- un pontage d'une largeur régulière (de 5 à 10 cm)
- un micro gravillonnage répandu à refus immédiatement après la mise en œuvre du produit d'étanchéité.

Après élimination des rejets, les granulats doivent constituer sur le pontage une surface superficielle adhérente, destinée à maintenir une rugosité et à protéger le mastic contre l'usure du trafic.

CHAPITRE III. – PRESCRIPTIONS DIVERSES

Article 3.01 – Responsabilités de l'entrepreneur

L'entrepreneur a pour devoir de prendre sous sa pleine et entière responsabilité, les mesures nécessaires pour prévenir les accidents au sein de son chantier et sur la voie publique. Il doit apposer aux abords du chantier une signalisation adaptée à sa zone de travaux. Celle-ci est conforme à la police de la route et à l'instruction interministérielle Livre I, 8^{ème} partie "Signalisation temporaire". Le chantier est interdit au public.

L'entrepreneur a à sa charge la reconnaissance, au préalable du démarrage des travaux, de tous les ouvrages souterrains existants (canalisations, câbles, ...) en établissant une déclaration d'intention de commencement de travaux auprès des services intéressés. Si la reconnaissance fait apparaître l'impossibilité de réaliser tout ou partie du projet, il doit en avertir le maître d'œuvre et se conformer à ses prescriptions. Il procède alors à l'implantation des nouvelles dispositions.

L'entrepreneur se conforme aux conditions d'exécution de tout ou partie du projet soumises par les services gestionnaires des réseaux, tant en vue de la sécurité que dans le but d'éviter des troubles dans le fonctionnement des services publics.

L'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés, du fait de sa négligence, sur les ouvrages souterrains et aériens présents dans l'environnement de sa zone de travaux.

Article 3.02 – Emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur

Pour l'installation de ses chantiers, l'entrepreneur fera son affaire pour trouver le dépôt correspondant. Il pourra disposer des dépendances du domaine public après accord de l'autorité concernée sous réserve de ne pas entraver l'accès aux propriétés riveraines.

Article 3.03 – Décharges

Il appartiendra à l'entrepreneur de se procurer par ses propres moyens et à ses frais, les emplacements de décharge dont il pourra avoir besoin, notamment pour l'évacuation des déblais et pour tous les matériaux que le maître d'œuvre jugera impropres au réemploi.

Les déchets de chantier devront être gérés et traités par l'entrepreneur dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

Article 3.04 – Travaux divers non dénommés

Tout travail décidé selon les aléas de réalisation et non prévu dans le présent dossier de consultation est réalisé par l'entrepreneur après accord du maître d'œuvre. Il est réalisé suivant les prescriptions techniques définies au CCTP et les règles de l'art.

Article 3.05 – Signalisation des chantiers et circulation

L'entrepreneur a à sa charge l'organisation de la signalisation temporaire de chantier conformément à l'arrêté du 6 Novembre 1992 modifié par les arrêtés du 4 Janvier 1995 et du 16 Novembre 1998.

Il devra contacter les différents services concernés (Collectivité, DRD, etc.) pour obtenir préalablement au démarrage du chantier, les arrêtés nécessaires (déviations, etc.). La fourniture et la mise en place des panneaux réglementaires de signalisation et de déviation fait partie des prestations dues par l'entreprise.

Les conditions de circulation, déviation, circulation à sens unique, avec alternat, circulation à double sens seront proposées au maître d'ouvrage, après concertation avec le maître d'œuvre.

Nonobstant les mesures de réglementation de la circulation qui pourront intervenir, l'entrepreneur devra prendre toutes mesures utiles pour apporter le minimum de gêne à la desserte des immeubles riverains ou autres entrepreneurs travaillant dans l'étendue du chantier. Il devra notamment, en cas d'interruption du chantier pour quelque cause que ce soit, assurer à ses frais, par tous les dispositifs appropriés, la permanence de l'accès aux immeubles qui lui seront désignés par le maître d'œuvre.

Un plan de phasage de l'exécution sera soumis par l'entreprise au visa du maître d'œuvre, dans un délai de 10 jours à partir de la notification du marché.

Ce phasage tiendra compte du maintien de la circulation durant toute l'exécution des travaux.

Article 3.06 – Enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi

Les installations de chantier, le matériel et les matériaux en excédent, devront être enlevés dans un délai d'un mois à compter de la réception des travaux.

Sans préjudice des mesures qui pourraient être prises en application de l'article 37.2 du Cahier des Clauses Administratives Générales, l'entrepreneur subira, s'il est constaté que les lieux ne sont pas libérés à la date prescrite et sans limitation du montant, une pénalité particulière de 150.00 € par jour calendaire de retard.

Article 3.07 – Clôture – Eclairage – Signalisation

a) Signalisation de police de la circulation

L'entrepreneur devra soumettre à l'agrément du maître d'œuvre, les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

La signalisation des chantiers devra être conforme :

- 1- à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre I – signalisation des routes définie par les arrêtés des 24 Novembre 1967, 17 Octobre 1968, 23 Juillet 1970, 20 Mai 1987, 27 Mars 1973, 30 Octobre 1973, 24 et 25 Juillet 1974 et plus particulièrement en 8^{ème} partie, signalisation temporaire du 6 Novembre 1992 ;
- 2- aux schémas imposés à l'entrepreneur ;
- 3- aux schémas présentés par l'opérateur économique et agréés par le maître d'œuvre.

L'entrepreneur est tenu d'avoir en réserve le nombre d'éléments nécessaires au maintien de la signalisation de l'ensemble du chantier pendant toute la durée des travaux.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, l'entrepreneur devra faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui devra pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

L'entrepreneur est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avec l'achèvement des travaux.

Le personnel de l'entrepreneur travaillant sur les parties du chantier sous circulation devra être doté d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier seront marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée devront être pourvus des feux prévus à l'article 122 paragraphe C : matériels mobiles alinéa 2 – feux spéciaux de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – 8^{ème} partie signalisation temporaire du 6 Novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertiront les usagers de la présence à proximité d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

L'entrepreneur devra prendre toutes les mesures qui s'imposent pour assurer la sécurité de son personnel ou celui de ses sous-traitants vis-à-vis des principaux risques qu'ils encourent en application de la réglementation existante.

Dans le cas où la circulation sera mise en sens unique alterné, celle-ci sera réglée manuellement par deux agents reliés entre eux par radio (pilotage manuel à l'aide de piquets K 10). Toutefois, l'administration se réserve le droit d'imposer une commande par feux tricolores. Dans ce cas, les feux devront être fournis, alimentés et manœuvrés par l'entrepreneur. Ce dernier devra recevoir l'accord de l'ingénieur pour installer de sa propre initiative des feux tricolores pour le réglage d'une circulation en sens unique alternée.

Si la signalisation est non-conforme aux dispositions réglementaires, le maître d'œuvre pourra ordonner l'arrêt du chantier sans que l'entrepreneur n'élève de réclamation pour immobilisation et frais divers. La reprise ne sera ordonnée qu'après mise en place correcte de la signalisation. L'opérateur économique ne pourra prétendre à aucune prolongation du délai d'exécution du fait de telles interruptions.

b) Contrôles

Les dispositifs de protection d'éclairage et de signalisation pourront être contrôlés de nuit comme de jour.

c) Tenue des chantiers

L'intérieur des chantiers sera maintenu en tout temps en parfait état de propreté. En particulier, les aires de stockage seront aménagées de façon à éviter dans leur voisinage immédiat toute surface boueuse et, d'une manière générale, toute cause de souillure.

d) Intervention du maître d'œuvre et responsabilité de l'entrepreneur

Au cas où le maître d'œuvre jugerait que les obligations exposées ci-dessus sont incorrectement remplies, il pourra après ordre de service resté sans effet, faire procéder d'office et aux frais de l'entrepreneur à tous les travaux nécessaires.

Toutes les dépenses entraînées par l'exécution des prescriptions détaillées au présent article seront à la charge de l'entrepreneur.

Dans tous les cas, y compris ceux où le maître d'œuvre aurait usé de droit d'intervention défini ci-dessus, l'entrepreneur sera responsable des accidents de sa négligence ou de celle de ses employés.

Article 3.08 – Connaissance des lieux et des conditions de travail

L'entrepreneur reconnaît s'être assuré de la nature et de la situation des travaux, des conditions physiques propres à l'emplacement des travaux, ainsi que toutes les autres circonstances susceptibles d'avoir une incidence sur les conditions d'exécution du travail ou sur son prix.

Article 3.09 – Responsabilités

Nonobstant les vérifications qui pourront être effectuées au cours des travaux par les agents de l'administration, l'entrepreneur conservera la responsabilité complète des erreurs faites par lui, dans l'implantation et le piquetage des ouvrages et il aura à subir éventuellement toutes les conséquences de ses erreurs.

L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption de travail ou des pertes de matériaux ou tous autres ouvrages qui pourraient résulter des arrivées d'eaux consécutives aux phénomènes atmosphériques.

L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption de travail ou des pertes de matériaux ou tous autres ouvrages qui pourraient résulter des arrivées d'eaux consécutives aux phénomènes atmosphériques.